

1995, chapitre 46

## LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES CONCERNANT LES RÉGIMES DE RETRAITE DES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

---

### Projet de loi 97

Présenté par Madame Pauline Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor

Présenté le 11 mai 1995

Principe adopté le 19 juin 1995

Adopté le 22 juin 1995

**Sanctionné le 22 juin 1995**

---

**Entrée en vigueur: le 22 juin 1995, à l'exception de l'article 10 qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1995**

---

---

### Lois modifiées:

Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., chapitre R-9.1)

Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels  
(L.R.Q., chapitre R-9.2)

Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3)

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics  
(L.R.Q., chapitre R-10)

Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)

Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)

Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre R-15.1)







## CHAPITRE 46

### Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic

[Sanctionnée le 22 juin 1995]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

#### LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DE CERTAINS ENSEIGNANTS

c. R-9.1,  
a. 18, mod.

**1.** L'article 18 de la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., chapitre R-9.1) est modifié par la suppression, dans les cinquième, sixième et septième lignes du premier alinéa, de ce qui suit: «ou, le cas échéant, en vertu d'ententes concernant le régime prévu par cette loi conclues conformément à l'article 158 de ladite loi».

#### LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES AGENTS DE LA PAIX EN SERVICES CORRECTIONNELS

c. R-9.2,  
a. 14, mod.

**2.** L'article 14 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., chapitre R-9.2) est modifié:

1° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Montant  
maximum  
admissible

« Si le total du service crédité des fonctions visées de cet employé est réduit en application de l'article 16, son traitement admissible ne peut excéder le total des montants suivants:

1° le traitement afférent à la fonction qu'il occupe, en proportion, pendant un plus grand nombre de jours dans l'année ou, s'il occupe, en proportion, ces fonctions pendant un même nombre de jours, le traitement afférent à la fonction qui est le plus élevé;

2° l'excédent de son traitement admissible afférent à la fonction retenue en application du paragraphe 1° sur le traitement de base annuel qui lui est versé dans cette fonction, ou qui lui aurait été versé suivant les conditions de travail applicables le dernier jour

crédité de l'année, et qui est multiplié par le service qui lui est crédité au cours de l'année dans cette fonction. »;

2° par l'insertion, dans la première ligne du troisième alinéa et après le mot « fins », de ce qui suit : « du paragraphe 1° »;

3° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Un seul  
emploi  
présumé

« Pour les fins du troisième alinéa de l'article 46.1, l'employé est réputé avoir occupé une seule fonction au cours de l'année et son traitement de base annuel est celui afférent à la fonction retenue en application du paragraphe 1° du deuxième alinéa. ».

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS  
DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

c. R-10, a. 2,  
mod.

**3.** L'article 2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) est modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant :

« 6° à un employé qui a été libéré sans traitement par son employeur pour activités syndicales et qui est à l'emploi d'un organisme désigné à l'annexe II.1 si, le cas échéant, il fait partie de la catégorie d'employés mentionnée à cette annexe à l'égard de cet organisme. ».

c. R-10,  
a. 10, mod.

**4.** L'article 10 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Effet  
rétroactif

« Tout décret pris en vertu du premier alinéa peut avoir effet au plus 12 mois avant son adoption. ».

c. R-10,  
a. 16.1,  
remp.  
Traitement  
admissible

**5.** L'article 16.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **16.1** Le traitement admissible de tout employé libéré avec traitement pour activités syndicales est celui qui lui est versé par son employeur et celui qui, le cas échéant, lui est versé par un organisme désigné à l'annexe II.1.

Contribu-  
tion

Cet organisme doit payer sa contribution à titre d'employeur et retenir les cotisations sur le traitement admissible qu'il verse à un tel employé. ».

c. R-10,  
a. 18, mod.

**6.** L'article 18 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Montant  
maximum  
admissible

« Si le total du service crédité des fonctions visées de cet employé est réduit en application de l'article 20, son traitement admissible ne peut excéder le total des montants suivants :

1° le traitement afférent à la fonction qu'il occupe, en proportion, pendant un plus grand nombre de jours dans l'année ou, s'il occupe, en proportion, ces fonctions pendant un même nombre de jours, le traitement afférent à la fonction qui est le plus élevé ;

2° l'excédent de son traitement admissible afférent à la fonction retenue en application du paragraphe 1° sur le traitement de base annuel qui lui est versé dans cette fonction, ou qui lui aurait été versé suivant les conditions de travail applicables le dernier jour crédité de l'année, et qui est multiplié par le service qui lui est crédité au cours de l'année dans cette fonction. » ;

2° par l'insertion, dans la première ligne du troisième alinéa et après le mot « fins », de ce qui suit : « du paragraphe 1° » ;

3° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Traitement  
de base  
annuel

« Pour les fins du troisième alinéa de l'article 36.0.1, l'employé est réputé avoir occupé une seule fonction au cours de l'année et son traitement de base annuel est celui afférent à la fonction retenue en application du paragraphe 1° du deuxième alinéa. ».

c. R-10,  
a. 40, mod.

**7.** L'article 40 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « réputé » par le mot « présumé ».

c. R-10,  
a. 49.1, mod.

**8.** L'article 49.1 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de la phrase suivante : « Toutefois, ce délai ne s'applique pas si cet employé est atteint d'une maladie qui, d'après un certificat médical, entraînera vraisemblablement son décès dans un délai de 2 ans. ».

c. R-10,  
a. 59.3.1, aj.

**9.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 59.3, du suivant :

Annulation  
du rem-  
boursement

« **59.3.1** Le conjoint peut obtenir, en cas de décès de l'employé visé au premier ou au deuxième alinéa de l'article 59.1, l'annulation du remboursement de la somme visée à cet article et, le cas échéant,

à l'article 59.2 s'il en fait la demande à la Commission avant que cette somme n'ait été encaissée. Dans ce cas, la demande de remboursement de l'employé est réputée n'avoir jamais été faite. ».

c. R-10,  
section III.2  
et a. 59.6.1,  
aj). **10.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 59.6, de la section suivante :

« SECTION III.2

« EMPLOYÉ ATTEINT D'UNE INVALIDITÉ TOTALE ET PERMANENTE

Transfert  
au compte  
de retraite **« 59.6.1** Sauf s'il s'agit d'un pensionné, l'employé qui est atteint d'une invalidité totale et permanente au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu (Lois révisées du Canada (1985), chapitre 1, 5<sup>o</sup> supplément), qui a cessé de participer au présent régime et qui n'a droit qu'à une pension différée, a droit de faire transférer dans un compte de retraite immobilisé le montant établi en application de l'article 59.1 et, le cas échéant, celui prévu à l'article 59.2. Dans ce cas, les articles 59.3, 59.3.1 et 59.5 s'appliquent, le cas échéant. L'expression « compte de retraite immobilisé » a le sens que lui donne le Règlement sur les régimes complémentaires de retraite approuvé par le décret 1158-90 (1990, G.O. 2, 3246). ».

c. R-10,  
a. 86, mod. **11.** L'article 86 de cette loi, modifié par l'article 12 du chapitre 20 des lois de 1994, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la dernière ligne du paragraphe 2<sup>o</sup> du premier alinéa, de ce qui suit : « 1995 » par ce qui suit : « 1996 ».

c. R-10,  
a. 87, mod. **12.** L'article 87 de cette loi, modifié par l'article 13 du chapitre 20 des lois de 1994, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, de ce qui suit : « 1995 » par ce qui suit : « 1996 ».

c. R-10,  
a. 134, mod. **13.** L'article 134 de cette loi est modifié :

1<sup>o</sup> par l'addition, à la fin du paragraphe 16<sup>o</sup>, de ce qui suit : « déterminer, aux fins de l'article 147, les critères et les conditions en vertu desquels la Commission peut faire remise de toute somme qui lui est due ; » ;

2<sup>o</sup> par l'insertion, après le paragraphe 16<sup>o</sup>, du suivant :

« 16.1<sup>o</sup> déterminer, aux fins de l'article 147.0.3, les taux d'intérêt applicables pour chaque époque et la manière de calculer cet intérêt, lesquels peuvent varier selon le régime de retraite concerné ; » ;

3° par l'addition, à la fin du paragraphe 25°, de ce qui suit : « ou à l'annexe II.1 ».

c. R-10,  
a. 137, mod.

**14.** L'article 137 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 2° du deuxième alinéa, de ce qui suit : « 147, ».

c. R-10,  
a. 140, mod.

**15.** L'article 140 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « incapacité » par le mot « empêchement ».

c. R-10,  
a. 147, mod.

**16.** L'article 147 de cette loi est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants :

Remise  
par la  
Commission

« La Commission fait remise :

1° de tout montant de pension ou de crédit de rente qui lui est dû et qui a été versé plus de 36 mois avant la date effective du rajustement de la pension ou du crédit de rente ou avant la date de l'avis de réclamation de la Commission ;

2° de tout montant excédentaire de remboursement de cotisations ou de valeur actuarielle qui lui est dû et qui a été versé depuis plus de 36 mois ;

3° de toute somme versée en trop et qui lui est due par un conjoint après la date d'acquittement des sommes qui sont attribuées à celui-ci suite au partage et à la cession de droits entre conjoints.

Critères

La Commission peut, conformément aux critères et aux conditions déterminés par règlement du gouvernement, faire remise de toute somme qui lui est due. ».

c. R-10,  
aa. 147.0.1 à  
147.0.5, aj.

**17.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 147, des suivants :

Révision

« **147.0.1** La Commission doit réviser le montant d'une pension qui est devenue payable après le 30 juin 1992, en tenant compte de toute erreur de calcul ou de corrections pouvant être apportées aux données ayant servi à son calcul à la date de la prise de la retraite, à la plus tardive des dates suivantes :

1° la date qui suit de 36 mois celle à laquelle la pension était payable ;

2° la date qui suit de 6 mois celle à laquelle la pension a commencé à être payée.

**Délai** Si la Commission n'a pas été en mesure de réviser le montant d'une pension à la date retenue en application du premier alinéa, elle peut le faire dans les 12 mois qui suivent cette date, mais en ne tenant compte que des corrections reçues avant celle-ci.

**Restriction** Par la suite, le montant d'une pension ne peut plus être révisé à la baisse en raison d'une erreur de calcul ou de corrections apportées aux données ayant servi à son calcul à la date de la prise de la retraite.

**Pension différée** « **147.0.2** La Commission doit réviser le montant d'une pension différée qui a commencé à être payée après le 31 décembre 1994, en tenant compte de toute erreur de calcul ou de corrections pouvant être apportées aux données ayant servi à son calcul à la date de la prise de la retraite, à la date qui suit de 6 mois celle à laquelle la pension a commencé à être payée.

**Délai** Si la Commission n'a pas été en mesure de réviser le montant de cette pension à la date retenue en application du premier alinéa, elle peut le faire dans les 12 mois qui suivent cette date, mais en ne tenant compte que des corrections reçues avant celle-ci.

**Restriction** Par la suite, le montant de cette pension ne peut plus être révisé à la baisse en raison d'une erreur de calcul ou de corrections apportées aux données ayant servi à son calcul à la date de la prise de la retraite.

**Remboursement sans droit** « **147.0.3** La personne qui a reçu un remboursement de cotisations ou de valeur actuarielle sans droit et qui peut prétendre, à l'égard des montants visés par ce remboursement, à un droit en vertu de son régime de retraite dispose d'un délai de 90 jours à compter de la date de l'avis de réclamation que lui fait parvenir la Commission pour choisir, soit de conserver le remboursement, soit de remettre le montant qu'elle a reçu sans droit augmenté d'un intérêt composé annuellement et calculé aux taux déterminés pour chaque époque et de la manière prévue par règlement, lesquels peuvent varier selon le régime de retraite concerné, à compter de la date du remboursement jusqu'à la date de l'avis.

**Perte d'un droit** Si cette personne ne fait pas remise à la Commission du montant total qui lui est réclamé dans ce délai, elle perd, sous réserve du troisième alinéa, tout droit auquel elle aurait pu prétendre n'eût été du montant qu'elle a reçu sans droit et elle est réputée, pour les fins



du régime de retraite, avoir eu droit au bénéfice qui lui avait été accordé.

Nouvel  
avis de  
réclamation

Cette personne peut revenir sur sa décision et la Commission lui fait alors parvenir sur demande un nouvel avis de réclamation dont le montant est calculé conformément au premier alinéa jusqu'à la date du nouvel avis. Le premier alinéa s'applique alors à l'égard de cette personne. Si elle remet dans le délai le nouveau montant qui lui est réclamé, elle recouvre le droit auquel elle pouvait prétendre en vertu de son régime de retraite.

Contesta-  
tion

Si la personne a contesté conformément aux dispositions de son régime de retraite le montant qui lui a été réclamé et qu'il a été statué définitivement sur la contestation, le troisième alinéa s'applique sans que la personne ne soit obligée de faire une demande.

Décision  
irrévocable

« **147.0.4** Toute décision de la Commission concernant l'admissibilité d'une personne à participer à un régime de retraite qui, compte tenu des dispositions du régime au moment où elle commence à y participer, l'avantage ou concernant le nombre d'années ou de parties d'année faisant l'objet d'une proposition de rachat acceptée devient irrévocable, sous réserve dans ce dernier cas des dispositions des régimes de retraite relatives aux propositions de rachat, à la plus hâtive des dates suivantes :

1° la date qui suit de trois ans celle de la décision initiale de la Commission ;

2° la date à laquelle les conditions suivantes sont satisfaites :

a) la personne cesse d'être visée par son régime de retraite ;

b) son admissibilité à une pension lui est confirmée par écrit par la Commission.

Décision  
irrévocable

Une décision de la Commission concernant tout autre élément d'une proposition de rachat acceptée devient irrévocable, sous réserve des dispositions des régimes de retraite relatives aux propositions de rachat, à la date visée au paragraphe 1° du premier alinéa.

Correction

Malgré les premier et deuxième alinéas, une correction peut toujours être apportée à une donnée afférente à une proposition de rachat si elle avantage la personne et si celle-ci paie, le cas échéant, le coût additionnel en résultant.

Disposi-  
tions non  
applicables

« **147.0.5** Le deuxième alinéa de l'article 147, le troisième

alinéa de l'article 147.0.1 et de l'article 147.0.2 et l'article 147.0.4 ne s'appliquent pas si les montants versés en trop à une personne ou si les bénéfices qui lui sont accordés résultent d'une erreur administrative qu'elle aurait pu raisonnablement constater. ».

c. R-10,  
a. 158, mod.

**18.** L'article 158 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne du premier alinéa et après le mot « par », de ce qui suit : « le régime de retraite de certains enseignants, ».

c. R-10,  
a. 215.0.1,  
mod.

**19.** L'article 215.0.1 de cette loi, édicté par l'article 5 du chapitre 13 des lois de 1995, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Disposition  
applicable

« Il s'applique également à l'employé qui satisfait aux conditions mentionnées aux paragraphes 1° à 3° du premier alinéa et qui est devenu un employé de niveau syndicable dans les circonstances et périodes déterminées par règlement. Ce règlement peut prévoir des dispositions particulières concernant le financement et l'évaluation de la valeur actuarielle des prestations accordées en application du présent titre à un tel employé et des dispositions particulières concernant les transferts de sommes pour tenir compte de cette valeur, lesquelles peuvent différer de celles autrement applicables en vertu du chapitre II du présent titre. Un tel employé est réputé, pour les fins des chapitres 0.1 à I.1 du présent titre, être un employé de niveau non syndicable. ».

c. R-10,  
annexe I,  
mod.

**20.** L'annexe I de cette loi, modifiée par les décrets 1573-93 du 17 novembre 1993, 1728-93 du 8 décembre 1993, 555-94 du 20 avril 1994, 1056-94 du 13 juillet 1994, 1321-94, 1322-94, 1323-94 et 1324-94 du 7 septembre 1994 et 1800-94 du 21 décembre 1994 et par les articles 65 du chapitre 40 des lois de 1993, 31 du chapitre 41 des lois de 1993, 6 du chapitre 50 des lois de 1993, 13 du chapitre 74 des lois de 1993, 79 du chapitre 2 des lois de 1994, 49 du chapitre 21 des lois de 1994 et 42 du chapitre 27 des lois de 1994, est de nouveau modifiée par l'insertion, dans le paragraphe 1 et selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit : « l'Institut de recherches cliniques de Montréal, à l'égard des employés qui occupaient une fonction auprès de cet organisme avant le 23 juin 1995 ».

c. R-10,  
annexe II.1,  
mod.

**21.** L'annexe II.1 de cette loi, modifiée par les décrets 1728-93 et 1729-93 du 8 décembre 1993, 556-94 du 20 avril 1994, 1227-94 du 17 août 1994, 1323-94 du 7 septembre 1994 et 1639-94 du 24 novembre 1994 et par l'article 14 du chapitre 74 des lois de 1993, est de nouveau modifiée par le remplacement de l'intitulé par le suivant :

« ORGANISMES QUI ONT À LEUR EMPLOI DES EMPLOYÉS LIBÉRÉS  
POUR EXERCER DES ACTIVITÉS SYNDICALES ».

c. R-10,  
annexe III,  
mod.

**22.** L'annexe III de cette loi, modifiée par le décret 1728-93 du 8 décembre 1993 et par l'article 15 du chapitre 74 des lois de 1993, est de nouveau modifiée par le remplacement des mots « le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec inc. » par les mots « le Syndicat de la fonction publique du Québec inc. ».

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS

c. R-11,  
a. 13.1, mod.

**23.** L'article 13.1 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11) est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Enseignant  
libéré

« **13.1** Le traitement admissible de tout enseignant libéré avec traitement pour activités syndicales est celui qui lui est versé par son employeur et celui qui, le cas échéant, lui est versé par un organisme désigné à l'annexe II.1 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics. » ;

2° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, des mots « et retient les cotisations sur le traitement admissible qu'il verse à un tel enseignant ».

c. R-11,  
a. 15, mod.

**24.** L'article 15 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Montant  
maximum  
admissible

« Si le total du service crédité des fonctions visées de cet enseignant est réduit en application de l'article 17, son traitement admissible ne peut excéder le total des montants suivants :

1° le traitement afférent à la fonction qu'il occupe, en proportion, pendant un plus grand nombre de jours dans l'année ou, s'il occupe, en proportion, ces fonctions pendant un même nombre de jours, le traitement afférent à la fonction qui est le plus élevé ;

2° l'excédent de son traitement admissible afférent à la fonction retenue en application du paragraphe 1° sur le traitement de base annuel qui lui est versé dans cette fonction, ou qui lui aurait été versé suivant les conditions de travail applicables le dernier jour crédité de l'année, et qui est multiplié par le service qui lui est crédité au cours de l'année dans cette fonction. » ;

2° par l'insertion, dans la première ligne du troisième alinéa et après le mot « fins », de ce qui suit: « du paragraphe 1° »;

3° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Traitement  
de base  
annuel

« Pour les fins du troisième alinéa de l'article 35.0.1, l'enseignant est réputé avoir occupé une seule fonction au cours de l'année et son traitement de base annuel est celui afférent à la fonction retenue en application du paragraphe 1° du deuxième alinéa. ».

c. R-11,  
a. 41, mod.

**25.** L'article 41 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « réputé » par le mot « présumé ».

#### LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

c. R-12,  
a. 54, mod.

**26.** L'article 54 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12) est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de la phrase suivante: « Elle s'applique également à une telle personne qui est libérée sans traitement par son employeur pour activités syndicales et qui est à l'emploi d'un organisme désigné à l'annexe II.1 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics si, le cas échéant, elle fait partie de la catégorie de fonctionnaires mentionnée à cette annexe à l'égard de cet organisme. ».

c. R-12,  
a. 60.2, mod.

**27.** L'article 60.2 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Fonction-  
naire libéré

« **60.2** Le traitement admissible de tout fonctionnaire libéré avec traitement pour activités syndicales est celui qui lui est versé par son employeur et celui qui, le cas échéant, lui est versé par un organisme désigné à l'annexe II.1 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics. »;

2° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, des mots « et retient les cotisations sur le traitement admissible qu'il verse à un tel fonctionnaire ».

c. R-12,  
a. 62, mod.

**28.** L'article 62 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Montant  
maximum  
admissible

« Si le total du service crédité des fonctions visées de ce fonctionnaire est réduit en application de l'article 59, son traitement admissible ne peut excéder le total des montants suivants:

1° le traitement afférent à la fonction qu'il occupe, en proportion, pendant un plus grand nombre de jours dans l'année ou, s'il occupe, en proportion, ces fonctions pendant un même nombre de jours, le traitement afférent à la fonction qui est le plus élevé;

2° l'excédent de son traitement admissible afférent à la fonction retenue en application du paragraphe 1° sur le traitement de base annuel qui lui est versé dans cette fonction, ou qui lui aurait été versé suivant les conditions de travail applicables le dernier jour crédité de l'année, et qui est multiplié par le service qui lui est crédité au cours de l'année dans cette fonction. »;

2° par l'insertion, dans la première ligne du troisième alinéa et après le mot « fins », de ce qui suit: « du paragraphe 1° »;

3° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Traitement  
de base  
annuel

« Pour les fins du troisième alinéa de l'article 63.1.0.1, le fonctionnaire est réputé avoir occupé une seule fonction au cours de l'année et son traitement de base annuel est celui afférent à la fonction retenue en application du paragraphe 1° du deuxième alinéa. ».

c. R-12,  
a. 68, mod.

**29.** L'article 68 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « réputé » par le mot « présumé ».

#### LOI SUR LES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

c. R-15.1,  
a. 2, mod.

**30.** L'article 2 de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre R-15.1), modifié par l'article 1 du chapitre 45 des lois de 1993, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, du paragraphe suivant:

« 5° à un régime de retraite qui n'est pas établi par une loi et que la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances administre ou dont elle est responsable du paiement des prestations, sauf si le gouvernement assujettit ce régime à la présente loi. ».

#### DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Expressions  
remplacées

**31.** Dans la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3), la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, la Loi sur



le régime de retraite des enseignants et la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, les expressions « ayant droit » et « ayants droit » sont remplacées, partout où elles se trouvent, par les expressions « ayant cause » et « ayants cause », à moins que le contexte ne s'y oppose.

Prise d'effet  
d'un décret

**32.** Le premier décret pris en application de l'article 10 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics après le 22 juin 1995 peut, s'il en dispose ainsi, avoir effet à compter de toute date non antérieure au 17 mars 1987.

Institut de  
recherches  
cliniques de  
Montréal

**33.** Malgré le premier alinéa de l'article 31 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, le gouvernement assume le paiement de la contribution de l'Institut de recherches cliniques de Montréal à l'égard des employés qui ont participé au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics entre le 30 juin 1973 et le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Invalité  
avant  
janv. 1996

**34.** La personne qui est devenue invalide avant le 1<sup>er</sup> janvier 1996 et qui a reçu le paiement de la valeur actuarielle de sa pension en application de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics ou, le cas échéant, le montant le plus élevé entre un tel paiement et le remboursement de ses cotisations, est réputée, pour les fins du calcul de ses prestations accordées en vertu d'un régime d'assurance-salaire découlant de ses conditions de travail, avoir droit de recevoir la pension qu'elle aurait reçue en vertu de cette loi conformément aux dispositions de celle-ci n'eût été de ce paiement ou de ce remboursement.

Effet  
rétroactif

**35.** Le premier règlement pris en application du paragraphe 25° de l'article 134 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics après le 22 juin 1995 peut, s'il en dispose ainsi, avoir effet à compter de toute date non antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1992 dans la mesure où il est relatif à l'annexe II.1 de cette loi.

Loi non  
applicable

**36.** La Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17), remplacée par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, ne s'appliquait pas avant le 1<sup>er</sup> janvier 1990 à l'égard d'un régime de retraite que la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances administrait ou dont elle était responsable du paiement des prestations.

Droits  
préservés

Le premier alinéa n'a pas pour effet, le cas échéant, de modifier les droits des participants de ces régimes de retraite.

Application  
aux dettes  
de la  
Commission

**37.** L'article 16, dans la mesure où il remplace le deuxième alinéa de l'article 147 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, et l'article 17, dans la mesure où il édicte l'article 147.0.3 de cette loi, ne s'appliquent qu'à l'égard des dettes établies par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances après le 21 juin 1995.

Disposition  
applicable

Le deuxième alinéa de l'article 147 de cette loi, tel qu'il se lisait le 21 juin 1995, continue de s'appliquer à l'égard des dettes établies par la Commission avant le 22 juin 1995.

Révision à  
la baisse

**38.** Le montant d'une pension payée avant le 1<sup>er</sup> juillet 1992, à l'égard d'un régime de retraite que la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances administre ou dont elle est responsable du paiement des prestations, ne peut plus être révisé à la baisse après le 21 juin 1995 en raison d'une erreur de calcul ou de corrections apportées aux données ayant servi à son calcul à la date de la prise de la retraite.

Révision à  
la baisse

Le montant d'une pension payable avant le 1<sup>er</sup> juillet 1992 mais payée après le 30 juin 1992 ne peut plus, pour les mêmes raisons, être révisé à la baisse :

1° après le 22 décembre 1995 si elle a commencé à être payée avant le 23 juin 1995 ;

2° après la date qui suit de 6 mois celle à laquelle elle a commencé à être payée si cette dernière date est postérieure à celle de la sanction de la présente loi.

Erreur ad-  
ministrative

Les premier et deuxième alinéas ne s'appliquent pas si le montant versé en trop à la personne résulte d'une erreur administrative qu'elle aurait pu raisonnablement constater.

Révision à  
la baisse

**39.** Le montant d'une pension différée qui a commencé à être payée avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995, à l'égard d'un régime de retraite que la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances administre ou dont elle est responsable du paiement des prestations, ne peut plus être révisé à la baisse après le 21 juin 1995 en raison d'une erreur de calcul ou de corrections apportées aux données ayant servi à son calcul à la date de la prise de la retraite, sauf si le montant versé en trop à la personne résulte d'une erreur administrative qu'elle aurait pu raisonnablement constater.

Décision  
irrévocable **40.** Toute décision de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances concernant l'admissibilité d'une personne à participer à un régime de retraite qui, compte tenu des dispositions du régime au moment où elle commence à y participer, l'avantage ou concernant une proposition de rachat acceptée, rendue avant le 22 juin 1995 et en vigueur à cette date, devient irrévocable à cette date, sous réserve dans ce dernier cas des dispositions des régimes de retraite relatives aux propositions de rachat.

Correction Toutefois, une correction peut être apportée après cette date à une donnée afférente à une proposition de rachat si elle avantage la personne et si celle-ci paie, le cas échéant, le coût additionnel en résultant.

Erreur administrative Le premier alinéa ne s'applique pas si le bénéfice qui est accordé à la personne résulte d'une erreur administrative qu'elle aurait pu raisonnablement constater.

Effet **41.** L'article 20 a effet depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1973.

Effet **42.** Les articles 5, 21, 23 et 27 ont effet depuis le 19 juin 1986.

Effet **43.** L'article 30 a effet depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

Effet **44.** L'article 3, le paragraphe 2° de l'article 13 et l'article 26 ont effet depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

Effet **45.** Les articles 2, 6, 24 et 28 ont effet depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1993.

Effet **46.** L'article 22 a effet depuis le 16 juillet 1993.

Entrée en vigueur **47.** La présente loi entre en vigueur le 22 juin 1995, à l'exception de l'article 10 qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1995.